

N° 5287¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

portant approbation de l'Accord de coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la recherche scientifique, des mass media, de la jeunesse et des sports entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam, signé à Luxembourg, le 21 mai 2003

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(30.3.2004)

Par dépêche du 19 janvier 2004, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi prémentionné, élaboré par le ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. Au texte du projet de loi étaient joints un exposé des motifs et le texte de l'Accord à approuver.

L'article unique porte sur l'application de l'Accord mentionné dans l'intitulé du projet de loi sous avis.

Cet accord bilatéral s'inscrit dans le cadre d'une politique d'ouverture pratiquée par le Gouvernement vers les pays d'Asie et notamment le Vietnam qui représente le plus important pays cible de la coopération luxembourgeoise au développement sur ce continent, cette aide datant déjà des années 80 suite à la politique mise en œuvre par le Vietnam. L'accord précité a pour objet d'établir des relations culturelles étroites avec le Vietnam auxquelles vont s'ajouter des aspects économiques et touristiques existants.

Le projet sous avis entend plus particulièrement établir des rapports dans le domaine de la culture et des arts, de l'éducation et des sciences, des médias, de la jeunesse et des sports. Aussi des programmes d'échanges de toutes sortes sont-ils prévus pour faciliter les contacts entre les hommes et les femmes des deux pays et encourager les actions de formation et de perfectionnement dans de nombreux domaines.

Une commission mixte est créée pour réaliser les objectifs définis surtout dans l'intérêt des jeunes générations. Elle se réunira à la demande de l'une des Parties contractantes et conseillera les deux Gouvernements quant à l'application, voire au perfectionnement des engagements souscrits. L'Accord est conclu pour une période de cinq ans et il peut être prorogé par tacite reconduction.

Compte tenu des nombreux liens existants entre les deux pays, le Conseil d'Etat approuve le projet de loi sous avis dont l'article unique ne donne pas lieu à observation.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 30 mars 2004.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES

